



Le vendredi 9 janvier 2009

Communiqué de presse

L'efficacité des Pouvoirs Publics gravement mise en cause en PROVENCE – ALPES – COTE D'AZUR

Les entreprises de Transport et de Logistique affrontent un contexte économique critique. Tout facteur aggravant constitue donc une augmentation du risque, déjà élevé, de défaillance de nombre d'entreprises (PME tout spécialement).

Les conséquences très graves de la vague d'intempéries que connaît la région Provence Alpes Côte d'Azur sur l'activité économique exigent donc une mobilisation exemplaire des Pouvoirs Publics. Or les services de l'Etat ont été ces derniers jours insuffisamment présents et organisés.

UN DEFICIT DE L'INFORMATION, AUX USAGERS, AUX ENTREPRISES ET À LEURS SALAIRES

Il est absolument insupportable que la population - les entreprises, les salariés - soit tenue dans l'ignorance de l'état des infrastructures, du diagnostic et de l'évaluation du délai du retour à la normale.

LES CONDITIONS METEOROLOGIQUES ETAIENT ANNONCEES, DONC CONNUES : comment les services publics concernés peuvent-ils être aussi approximatifs dans la prévention de celles-ci ? L'obligation de stationnement (ou « stockage », terme utilisé par l'administration dans ses communiqués de presse) pendant des délais très longs des Poids Lourds et de leurs conducteurs est inacceptable telle quelle.

LES SOCIETES D'AUTOROUTE POUR LEUR PART S'AVERENT INCAPABLES D'APPORTER UN SERVICE MINIMUM PERMETTANT UNE CIRCULATION DES BIENS ET DES PERSONNES. C'est un comble, étant donné les hausses de tarifs exorbitants (plus de 25,3%) qu'elles ont pratiquées depuis la privatisation du réseau autoroutier concédé français. Et que **TLF** dénonce vigoureusement depuis 18 mois.

TLF S'ETONNE QUE LES AUTORITES LOCALES METTENT EN CAUSE LES TRANSPORTEURS ROUTIERS et leurs véhicules concernant les perturbations qu'a connues le réseau routier, les Transporteurs Routiers étant dans cette affaire bien victimes et non responsables. Le Premier Ministre a d'ailleurs demandé l'ouverture d'une enquête sur les dysfonctionnements des services publics en Région PACA. Demande d'enquête de la part de François Fillon dont **TLF** se félicite et attends les résultats avec impatience.

L'ensemble du tissu économique de la région se trouve pénalisé par la présence et l'organisation insuffisantes des services publics.

Contact presse :

TLF Méditerranée

Marc GROLLEAU, Vice Président, tél. : 04 42 10 87 00 / 06 63 12 45 30

Michel MATTAR, Délégué Régional, tél. : 04 42 79 14 84

Courriel : tlf-mediterranee@e-tlf.com